

la lettre eau

Décembre 2006 - n° 37

Sommaire

Actualité

Pollution de l'eau par les lisiers de porc en Bretagne :
Quelle efficacité des politiques mises en place ?

p.3

La France face au droit communautaire de l'environnement :
changer de méthode ou payer !

p.4

Dossiers

Capter l'eau de la Grande Rivière en Martinique :
Une histoire digne d'une république bananière

p.6

Loi sur l'eau : rythme d'enfer pour un « train de sénateurs » !

p.10

Neige artificielle : raisons et déraisons

p.14

Point de vue

Exemples de bonnes et de mauvaises pratiques :
l'entretien des berges

p.16



FRANCE NATURE
ENVIRONNEMENT

Revue de France Nature Environnement

Fédération française des associations de
protection de la nature et de l'environnement

www.fne.asso.fr

«France Nature Environnement rassemble plus de 3000 associations nationales, régionales et locales réparties sur l'ensemble du territoire. Présente dans de nombreuses institutions de concertation, la fédération nationale place la protection de la nature, de l'environnement et de notre santé au cœur des décisions publiques afin que les décideurs politiques n'ignorent plus les préoccupations des citoyens».

La politique de l'eau requiert une attention constante de la part des citoyens, afin de veiller à une eau de bonne qualité, respectueuse de la santé humaine, ainsi qu'à la biodiversité des milieux naturels aquatiques. Les pages du site de FNE dédiées à l'eau ont cette vocation de vous transmettre l'essentiel de l'information sur l'eau en France, tout comme une analyse des politiques dans ce domaine. Venez visiter les pages eau : <http://www.fne.asso.fr/PA/eau/eau.htm>

En raison d'un remaniement de gestion en interne, le mode de diffusion de la Lettre eau a changé depuis le numéro 33. Par conséquent, nous mettons fin aux abonnements payants. Mais la Lettre eau a plus que jamais besoin de votre appui pour continuer à participer au débat sur les politiques de l'eau, dans une démarche de sensibilisation des citoyens. Nous vous proposons désormais de soutenir cette publication par vos dons.

**Devenez un «don'acteur»
Faites un don pour que «la Lettre
et l'eau» restent vives !**

Les dons des particuliers sont déductibles du revenu imposable. Reçu fiscal adressé à tous les donateurs.

Vous pouvez faire parvenir vos dons (d'un montant minimum de 15€), ainsi que toutes vos questions ou remarques aux coordonnées suivantes :

**Pôle ressources en eau et milieux naturels
aquatiques de France Nature Environnement**
6 rue Dupanloup - 45000 Orléans
☎ 02 38 62 55 90 - ✉ 02 38 62 55 91
e.mail : eau@fne.asso.fr
site web : www.fne.asso.fr

Directeur de la publication : Sébastien Genest
Rédacteur en Chef : Bernard Rousseau, responsable
des Politiques Eau de France Nature Environnement
Comité de rédaction : Elise Delanssays et
Romain Suaudeau
Conception & réalisation : Olivier Gaudissard
Impression : Imprimerie Nouvelle - Routage : Dautry
Crédit photo couverture : Romain Suaudeau - La
Pointe du Petit Minou (29). Crédit photo pour le
bandeau pages 10 à 13 : Judith Poitou.



Pour une eau vivante : une comète nommée Hulot ?

En 2005, l'état des lieux réalisé par les Agences de l'eau, a mis en évidence les grandes causes de la dégradation de la qualité de l'eau. La pollution chimique y tient une place prépondérante, caractérisée par les matières en suspension, la matière organique, l'azote, le phosphore, les toxiques et les pesticides.

Trois groupes d'acteurs sont à l'origine de ces pollutions : les particuliers, les industriels et les agriculteurs. Une étude, réalisée par l'Agence de l'eau Loire Bretagne, montre que, pour la **pollution organique**, 13% sont de la responsabilité des particuliers, 23% des industriels, et 64% des agriculteurs. Pour le **phosphore**, ces chiffres deviennent 10%, 30%, 60%, et pour les **nitrites** 6%, 14%, 80%. C'est à partir de ces polluants que sont calculées les redevances (1). D'où la question : le principe pollueur-payeur est-il appliqué par les Agences de l'eau ?

Répondre à cette question revient à comparer les pourcentages de redevances payées par les trois groupes d'acteurs aux pourcentages de pollution qu'ils rejettent dans le milieu après traitement, ou qui proviennent des sols cultivés. Appliquée au bassin Loire Bretagne, la démonstration est sans appel : la redevance des particuliers représente 85%, celle des industriels 13%, et celle des agriculteurs 2%, donc l'inverse des pourcentages de pollution.

Avec la nouvelle loi sur l'eau, qui devrait être examinée au cours de ce mois de décembre par l'Assemblée Nationale, le principe pollueur-payeur ne sera pas plus appliqué : pas de redevance sur les nitrates et le phosphore pour les agriculteurs. Certes, ils verront passer leur contribution financière de 1 à 4%, car la TGAP sur les produits phytosanitaires sera intégrée dans le budget des Agences, ce qui représente 10M€/an en Loire Bretagne. Mais parallèlement, la prime pour épuration, soit 35M€/an, sera supprimée aux collectivités, donc les particuliers paieront plus : cherchez l'erreur !

Autre élément important, les pourcentages de pollution résiduelle indiquent sur qui il faut faire porter les **efforts financiers** pour lutter avec efficacité contre la pollution : à l'évidence sur l'agriculture qui, avec ses 64% de pollution organique, ses 60% de phosphore, et ses 80% de nitrates, plus ses phytosanitaires, est la première cause de dégradation de la qualité de l'eau en Loire Bretagne.

Ceci concerne les programmes d'action des Agences de l'eau, donc les **aides** qu'elles apportent. Au premier janvier 2007, nous rentrerons dans l'ère des IX^{èmes} programmes construits à cheval sur deux lois sur l'eau ; l'ancienne, toujours à l'oeuvre tant que les décrets d'application de la nouvelle loi n'auront pas été publiés, et à condition que les événements électoraux de 2007 ne viennent pas tout remettre en cause comme en 2002.

Sans préjuger de l'avenir, en Loire Bretagne, les autorisations de programme pour lutter contre les pollutions représentent environ 1Md€ sur 6 ans, dont 87% seront consacrés à la lutte contre les pollutions urbaines et industrielles, et seulement 13% à la lutte contre les pollutions agricoles qui pourtant représentent de 60 à 80% du problème de pollution selon le paramètre considéré.

Dans le débat sur la future efficacité du IX^{ème} programme de Loire Bretagne, ses défenseurs déclarent que la lutte contre les pollutions agricoles coûte bien moins cher que la construction de stations d'épuration : argument peu crédible devant les faibles résultats obtenus par le PMPOA(2) dans lequel tant d'argent a été injecté ! Argument encore moins recevable du fait de la quasi opposition des agriculteurs à la mise en place de toute politique environnementale ambitieuse, illustrée par le débat sur les bandes végétalisées le long des cours d'eau pour les protéger, et qu'ils voudraient voir réduites à la portion congrue. Pour convaincre les agriculteurs de faire plus, comment ne pas payer plus ? Tel est le dilemme du IX^{ème} programme de Loire Bretagne, victime, comme dans les autres bassins, de la non application du principe pollueur-payeur.

Dans ces conditions, l'atteinte en 2015 du bon état des eaux, objectif fixé par la Directive Cadre sur l'Eau, est irréaliste, à moins que la comète Hulot ne vienne bousculer la ronde électorale !

Bernard Rousseau
Ancien Président de France Nature Environnement
Responsable des politiques eau

(1) Pour plus de détails voir la «Lettre Eau» N°35.

(2) Programme de Maîtrise des Pollutions d'Origine Agricole.

Pollution de l'eau par les lisiers de porc en Bretagne : Quelle efficacité des politiques mises en place ?

«Recensement et analyse des politiques mises en place pour lutter contre la pollution de l'eau par les lisiers de porc en Bretagne». C'est le titre du rapport réalisé entre juin et septembre 2006 dans le cadre d'un stage au réseau eau. Il s'inscrit dans une action plus globale menée par France Nature Environnement sur le thème des impacts des lisiers de porcs. Ce travail a pour vocation d'être un outil synthétique et bibliographique à destination des responsables associatifs.

En Bretagne, la pollution généralisée des eaux n'est pas un secret. Trois procédures contentieuses touchent la région. Elles concernent les manquements aux directives eaux urbaines résiduaires de 1975, nitrates de 1991 et eau brute de 1991. Concernant cette dernière, l'Union européenne a renoncé en mai 2006 à toute poursuite, puisque partout la norme de 50 mg/l pour les taux de concentration en nitrates est aujourd'hui respectée. La dénitrification de l'eau potable, ou les connexions de réseaux communaux, sont des solutions certes efficaces, puisqu'elles ont permis d'atteindre l'objectif, mais aussi extrêmement coûteuses. Les actions spécifiques mises en œuvre sur la région, telles que le programme Bretagne Eau Pure, font l'objet d'une communication importante et ont un caractère exemplaire pour d'autres régions françaises. Cependant, les résultats des politiques menées se font attendre : après le pic de pollution de 1998, une diminution des concentrations en nitrates s'amorce à partir de 1999 jusqu'en 2002. Puis, la teneur annuelle se stabilise entre 27 et 29 mg/l dans un contexte hydrologique varié (années plus ou moins pluvieuses)(1). Mais cette amélioration lente ne suffira pas, malgré tout, à atteindre le bon état des eaux requis par la Directive Cadre sur l'Eau en 2015(2).



Crédit photo : Odile Gitton

L'élevage intensif, de porcs notamment, est responsable de cette situation. La Bretagne concentre 55% de la production de porcs, sur 6% de la superficie nationale. Ils sont responsables de la production de 30% de l'azote organique total (230 000 tonnes) à laquelle viennent s'ajouter 170 000 tonnes d'azote minéral(3). Les surfaces éparables disponibles ne sont pas suffisantes et l'excédent d'azote organique à résorber est estimé à 44 000 tonnes(4). En 2005, grâce notamment à la mise en place de 338 stations de traitement, 59% de ce tonnage ont été éliminés(1). Les pollutions sont le résultat d'un déséquilibre entre l'apport en azote et les

besoins des cultures, mais pas uniquement : des excès de phosphore, de potassium ou de métaux lourds sont aussi à mettre en cause. Le traitement, qui certes élimine l'azote, concentre ces éléments dans les co-produits. Ceux-ci doivent donc trouver des débouchés et être épanchés en dehors des zones à risques.

Un certain nombre de politiques ont été mises en place pour lutter contre la pollution de l'eau(5). Leur analyse a montré qu'elles étaient globalement adaptées à la situation mais que leur champ d'application était limité dans un contexte de pollution généralisée des eaux, car essentiellement centré sur les nitrates. L'aspect quantitatif n'est, quant à lui, que rarement évoqué et aucune ne concerne spécifiquement les lisiers de porcs. Il est à noter que leurs objectifs manquent souvent d'ambition. Leur portée n'est pas toujours adaptée : tantôt trop large et ne laissant pas de place à l'adaptation locale tantôt trop localisée et ne permettant pas de voir des résultats à l'échelle régionale. Les outils réglementaires ne sont pas toujours respectés et les moyens de contrôle limités tendent à les discréditer. Les aides attribuées sont parfois détournées de leur rôle et servent à faire appliquer des normes par définition obligatoires. Les actions de communication et de conseil n'apportent pas de résultats satisfaisants. Enfin, les moyens humains limités et la mauvaise coordination des structures administratives constituent un frein supplémentaire à la bonne application des politiques.

Les politiques mises en place apparaissent plutôt timides et les moyens mis en œuvre ne permettent pas de s'assurer de leur bonne application. Cependant la situation progresse positivement avec un engagement fort de la part de la région Bretagne pour la reconquête de la qualité de ses eaux. Des solutions plus raisonnables sur un plan moral et financier que la fuite en avant technologique qui s'opère actuellement (traitement des déjections, dénitrification, connexion des réseaux d'eau potable) sont à explorer. Une production d'effluents compatible avec les besoins des cultures serait idéale. Cette solution peut passer soit par la recherche de solutions techniques pour réduire la production d'éléments fertilisants dans les lisiers, comme l'alimentation biphasée, soit par une réduction du cheptel. Mais cette dernière option apparaît irréalisable à court terme au vu de l'orientation technico-économique des systèmes agricoles bretons, axés sur le hors-sol.

Cécile Mahé
Etudiante à l'ENESAD
(Etablissement d'Enseignement Supérieur Agronomique de Dijon)
Stagiaire au réseau eau de FNE

(1) Données DIREN Bretagne. (2) LEFEUVRE (J.-C), 2005, Etude sur la qualité de l'eau en France, MNHN. (3) Cour des Comptes, 2002, «La préservation de la ressource en eau face aux pollutions d'origine agricole: le cas de la Bretagne», rapport au Président de la République. (4) Agence de l'Eau Loire-Bretagne, 2002, Compte-rendu d'activité 2001 de l'agence de l'eau Loire-Bretagne. (5) Directive Nitrates, Lois sur l'eau, Loi Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, Programme de Maîtrise des Pollutions d'Origine Agricole, Ferti-Mieux, Charte et plan d'action pour un développement pérenne de l'agriculture et de l'agroalimentaire et pour la reconquête de la qualité de l'eau en Bretagne, les programmes de bassins versants avec Bretagne Eau Pure et Prolittoral.

La France face au droit communautaire de l'environnement : changer de méthode ou payer !

La question, lourde de conséquences, du non-respect des directives européennes en matière d'environnement s'impose régulièrement à la réflexion des Agences de l'eau. En effet, dans le cas d'une condamnation de la France par la Cour de Justice des Communautés Européennes (CJCE), pour ne pas avoir atteint les objectifs des directives «Eaux Résiduaire Urbaines» ou «Nitrates» par exemple, les pénalités financières à payer seraient-elles répercutées sur le budget des Agences de l'eau ? Afin d'être en mesure d'évaluer le poids économique que cela pourrait représenter, nous avons demandé à la sénatrice Madame Fabienne Keller de nous faire part des conclusions de sa mission de contrôle relative aux enjeux budgétaires liés à l'application du droit communautaire de l'environnement.



L'an dernier, l'analyse du budget de l'écologie m'a intriguée, notamment parce que des provisions pour frais de contentieux liés à l'application du droit communautaire⁽¹⁾ y étaient inscrites. J'ai donc décidé de mener plus loin mes investigations.

Le droit de l'environnement a un impact important sur le budget de l'écologie : dans le domaine de la politique de l'eau, la mise en place des directives communautaires représente près de 40% des moyens d'engagement des Agences de l'eau sur la période 2003-2006, soit près de 3,2 milliards d'euros.

Les sanctions pécuniaires liées à la non-application du droit communautaire de l'environnement représentent une véritable «épée de Damoclès» budgétaire pour la France. Lors d'une audition, Stavros Dimas, Commissaire européen chargé de l'environnement, m'a fait part de son esprit de coopération avec les Etats membres, la voie contentieuse et les sanctions pécuniaires n'étant considérées que comme l'ultime moyen de parvenir à la pleine exécution du droit communautaire. La France se trouve néanmoins dans une position difficile ; l'environnement, et plus particulièrement la politique de l'eau, étant les premiers domaines de risque de sanctions pécuniaires.

Lorsque j'ai mené mon enquête⁽²⁾, j'ai dénombré jusqu'à 82 procédures précédant un premier arrêt de la Cour et 30 contentieux ouverts, dont 14 affaires environnementales à risque. Parmi les affaires sensibles figuraient celles concernant les dossiers Natura 2000 et d'autres affectant très directement la politique de l'eau : la pollution par les nitrates en Bretagne, l'étang de Berre ou l'application de la directive «Eaux résiduaire urbaines». Plusieurs affaires ont récemment été classées par la Commission. Malgré tout, le coût potentiel des sanctions pécuniaires demeure élevé : on peut le situer entre 109 millions d'euros et 1,2 milliards d'euros, pour la seule somme forfaitaire, et ce même en soustrayant les contentieux Natura 2000.

S'agissant de la transposition des directives, d'une manière générale, la France n'est pas la plus mauvaise élève : elle se situe en «milieu de tableau»⁽³⁾ et de réels efforts ont été accomplis au cours des dernières années. Le Ministère de l'Ecologie et du

Développement Durable s'est doté d'une «task force juridique» pour faire face à cet enjeu, ce qui permet à Nelly Olin de considérer que le risque financier lié au retard de transposition des directives est désormais «quasi nul». Le problème n'est donc pas tant celui de la transposition des directives, même si l'audition de Stavros Dimas m'a convaincue que la France pouvait gérer plus efficacement le délai de transposition : la stratégie de négociation de dernière minute pour retarder les échéances a gravement porté atteinte à la crédibilité de la France auprès de la Commission. Le vrai problème réside davantage dans les difficultés d'application effective du droit communautaire, étant entendu que les Etats membres sont tenus à une obligation de résultats (et non plus seulement de moyens).

Comment en est-on arrivé là ? Quelles sont les carences des procédures d'élaboration et d'application du droit communautaire de l'environnement ?

L'article 226 du traité instituant la Communauté européenne attribue à la Commission des outils pour faire face aux manquements des Etats membres vis-à-vis de leurs obligations communautaires. L'article 228 du même traité fixe la procédure en cas de non-exécution des arrêts de la CJCE, celle-ci pouvant alors infliger à l'Etat membre le paiement d'une somme forfaitaire ou d'une astreinte. Le tour de la France est venu avec l'arrêt rendu le 12 juillet 2005 par la CJCE à l'encontre de notre pays dans l'affaire dite des «Poissons sous taille». En condamnant la France à payer à la fois une somme forfaitaire (20 millions d'euros) et une astreinte (57,8 millions d'euros par période de six mois), la CJCE a interprété de manière extensive l'article 228 du traité CE. Cet arrêt a incontestablement conduit à une prise de conscience des enjeux au sein de l'administration française : le paiement de ces sanctions pécuniaires a été ventilé entre cinq ministères. A la suite de cet arrêt, la Commission européenne a revu, dans un sens plus restrictif, sa doctrine : elle demandera systématiquement à l'avenir le cumul d'une astreinte et d'une somme forfaitaire ; un montant minimal étant fixé pour chaque Etat membre⁽⁴⁾. Elle ne se désistera plus en cas de régularisation en cours d'instance.

(1) A hauteur de plus de 900 000 euros.

(2) En janvier 2006.

(3) 15^{ème} sur 25 au 8 mars 2006.

(4) Pour la France, le montant minimal de la somme forfaitaire s'élève à 10,9 millions d'euros.

La France face au droit communautaire de l'environnement : changer de méthode ou payer !

- D'après moi, l'une des premières causes est l'aspect lacunaire des études d'impact, en particulier d'un point de vue budgétaire : ces études et notamment leur dimension budgétaire ne sont pas déclinées à l'échelon national. Les ministres et les parlementaires européens, colégislateurs, n'ont donc pas toujours conscience de la portée budgétaire, pour les Etats membres, des projets de directive ou de règlement qui leur sont soumis. Et l'application différée dans le temps des directives, en raison du délai de transposition, a certainement un effet «dérresponsabilisant».

- Deux anciens ministres de l'Environnement m'ont confié qu'ils estimaient «trop administrative et pas assez politique» l'approche gouvernementale des projets de législation communautaire. Certes, les relations entre le Parlement national et le gouvernement se sont accrues au cours des dernières années : la circulaire du Premier ministre du 19 décembre 2005 les a d'ailleurs renforcées en prévoyant, notamment, que les ministres devraient présenter systématiquement les enjeux et les résultats de chaque Conseil des ministres européens. Mais les relations avec le Parlement européen demeurent encore insuffisantes, alors que la procédure de codécision s'applique dans le domaine de l'environnement.

- Le Ministère de l'Écologie et du Développement Durable reste un «petit ministère», qui dépend d'autres ministères pour la mise en oeuvre des actions par les services déconcentrés. Et l'éclatement des polices de l'environnement -24 au total- ne favorise pas le respect des obligations communautaires. En outre, le ministère de l'Ecologie n'est pas toujours chef de file sur les sujets environnementaux. A mon sens, le pilotage et la coordination interministériels doivent être renforcés.

La prise de conscience des enjeux est aujourd'hui réelle, mais nous payons en quelque sorte les défaillances passées. Le dispositif de suivi du droit communautaire de l'environnement doit être revu pour être rendu plus efficace, ce qui nécessite de mener un certain nombre d'actions. J'ai formulé des propositions concrètes pour aider notre pays à «changer de culture» et prendre véritablement la

mesure de l'importance de l'Union européenne dans le domaine de l'environnement⁽⁵⁾. C'est une nécessité si l'on souhaite restaurer la crédibilité de la France dans ce domaine, aujourd'hui très entamée.

«Changer de culture pour ne plus avoir à payer : onze propositions pour rendre plus efficace l'application du droit communautaire de l'environnement».

1) Sensibiliser davantage les agents publics à l'importance du droit communautaire dans le domaine de l'environnement et accroître, de manière générale, leur «culture communautaire».

2) Se saisir très en amont des dossiers, dès les livres verts et livres blancs, plusieurs personnalités auditionnées lors de son contrôle ayant relevé la faiblesse de la France sur ce point.

3) Disposer d'études d'impact juridiques, mais également budgétaires.

4) Utiliser pleinement le délai de transposition et «banaliser» les transpositions de directives, en prévoyant des rendez-vous réguliers pour cela.

5) Renforcer la coordination interministérielle et le pilotage, alors que le Ministère de l'Écologie et du Développement Durable est largement dépendant d'autres ministères pour l'application des mesures sur le terrain.

6) Simplifier l'organisation des polices de l'environnement.

7) Assurer, dans le cadre de la mise en oeuvre de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (LOLF), un suivi systématique des actions entreprises par le Ministère de l'Écologie et du Développement Durable pour traiter les dossiers faisant l'objet de litiges.

Une approche plus politique des dossiers européens impliquerait de :

8) Renforcer la place du Parlement national au sein du processus d'élaboration des textes communautaires.

9) Fortifier les relations entre le gouvernement, le Parlement national et le Parlement européen, afin d'établir de véritables relations de travail entre ces trois acteurs.

10) Associer davantage les collectivités territoriales au processus de décision, le Sénat pouvant jouer, pour cela, un rôle majeur.

11) Développer une analyse coûts/bénéfices des mesures communautaires de l'environnement.

Fabienne Keller
Sénatrice du Bas-Rhin
Maire de Strasbourg

Rapporteur spécial de la commission des finances du Sénat
concernant le budget de l'écologie et du développement durable



La France a été condamnée en 2005 dans l'affaire des «poissons sous taille». Crédit photo : Chantal Seigneurgens

(5) 85% du droit de l'environnement français a une origine communautaire.

Capter l'eau de la Grande Rivière en Martinique : une histoire digne d'une république bananière

Le 22 novembre 2005, le préfet de Région de la Martinique a pris un arrêté pour autoriser l'Association Syndicale Autorisée des Planteurs du Grand Nord (ASAPGN) à prélever jusqu'à 80% du débit d'étiage d'un fleuve côtier, pour développer l'irrigation de cultures de bananes. Ce fleuve s'appelle «la Grande Rivière», sur le territoire de la commune de Grand-Rivière : aux Antilles, les noms de lieux sont colorés et «imaginés» ! Une aventure militante et humaine exceptionnelle, qui nous rappelle toute proportion gardée la «folie des grandeurs», qui gangrène tôt ou tard l'esprit de nos irrigants, et la faillite complète de l'Etat juge et partie. Bref, un air bien connu aussi en métropole.

un peu d'hydrogéographie.

La Grande Rivière, bien connue des martiniquais, coule de la montagne Pelée jusqu'au littoral nord en plein cœur du parc naturel régional de Martinique. Son bassin, constitué pour l'essentiel de forêt tropicale, n'est quasiment pas aménagé ou influencé par l'action de l'homme. De ce fait, la Grande Rivière est encore une rivière sauvage et naturelle, qui abrite une biodiversité très importante, représentative de l'écologie des milieux aquatiques en secteur tropical. Un bourg dénommé Grand-Rivière est aménagé à son estuaire.

C'est donc une «rivière référence», représentative du très bon état écologique des eaux, permettant d'apprécier objectivement le bon état des eaux (chimique et écologique) qui doit être atteint en 2015 sur toutes les rivières martiniquaises⁽¹⁾. C'est pourquoi le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) de Martinique stipule que «différents espaces aquatiques connus et à identifier (zones humides notamment) sont porteurs de **niveaux de qualité globale importants, référents d'une situation "objectif", la Grande Rivière par exemple,** comme d'autres cours d'eau. Leur repérage et la formalisation du **statut de "référence"** permettront de disposer d'une vitrine. On y développera les connaissances de manière plus aigüe encore». ⁽²⁾

un bien beau projet.

L'affaire a commencé en 2002. En effet, les planteurs des habitations⁽³⁾ Beauséjour, Potiche, Perpigna et Chesneaux ont créé le 2 mai 2002,

sous l'égide du directeur de l'agriculture (DAF⁽⁴⁾), une association syndicale agricole présidée par M. Jean Louis de Lucy de Fossarieu, propriétaire de l'habitation Beauséjour. Dès lors, «les études et travaux peuvent débuter», ce qui «permettra également de solliciter des subventions»⁽⁵⁾. C'est certainement l'objectif principal : recueillir 10 millions d'euros de subventions publiques, soit 100% de l'investissement ! On comprend qu'à ces conditions économiques, le coût de l'investissement importe peu...

Ce n'est qu'en décembre 2004 que des riverains découvrirent l'affaire un peu par hasard, suite à l'entassement de gros tuyaux de canalisation le long des voies publiques, entre

Grand-Rivière et Macouba. Faute d'explications, toutes les autorités du département furent interpellées. En fait, les premiers marchés avaient été passés le 21 janvier 2004, pour plus de 6 millions d'euros de fonds publics, sur ordre du directeur de l'ASAPGN. Et les travaux avaient réellement débuté en octobre 2003.

Bien entendu, la première réaction des pouvoirs publics fut rassurante : le directeur de l'agriculture et la sous-préfète de Trinité prétendirent que toutes les règles de procédure avaient été respectées... Et les travaux de canalisation se poursuivirent, avec l'enfouissement progressif de tuyaux d'une capacité de 2000 m³/heure soit 24000 m³/jour⁽⁶⁾, sans étude d'impact



La commune de Grand-Rivière.
Crédit photo : Muriel Salpetrier

(1) En application de la Directive Cadre sur l'Eau du 23 octobre 2000. (2) SDAGE approuvé le 7 août 2002, p. 72-73. (3) En Martinique, on appelle «habitation» une exploitation agricole ! (4) Direction de l'Agriculture et de la Forêt. Administrativement, la Martinique est à la fois un département et une région. C'est la raison pour laquelle n'est pas précisé le caractère régional ou départemental de ce service de l'Etat. (5) Comme le confirme l'étude préalable du projet de développement de l'irrigation (étude, 29 avril 2003, p.2). (6) Etude préalable du 29 avril 2003.

Capter l'eau de la Grande Rivière en Martinique

environnemental, sur la base d'une vague étude technique préalable, sans enquête publique, et bien entendu sans aucune autorisation administrative... Dont on apprendra bientôt le caractère indispensable et préalable à tout commencement d'exécution(7)!

Confrontés à un chantier d'une telle importance, réalisé dans de telles conditions, les militants locaux (regroupés au sein d'un collectif de défense de la Grande Rivière) se sont appuyés sur l'expérience militante de la grande association martiniquaise de défense de l'environnement : l'ASSAUPAMAR(8). Les militants se mobilisèrent et obtinrent par la force la suspension des travaux le 5 avril 2005 : les pouvoirs publics admirent enfin que ce projet devait être régularisé. Rien n'est simple en outre-mer, et le droit est un combat quotidien !

Les travaux seront alors poliment suspendus le temps de l'enquête publique et de l'instruction finale du dossier par l'administration... Dont on découvrit alors qu'elle fut également conceptrice technique du dossier pour le compte de l'ASAPGN. Bien entendu, les associatifs déposèrent contre le projet, et proposèrent même des contre-propositions(9) pour éviter de gérer l'irrigation à partir d'un prélèvement massif en rivière (80% du débit

d'étiage de référence «volé» à la rivière) lors de la période d'étiage, c'est-à-dire au pire moment pour les milieux aquatiques et les écosystèmes qui les abritent. Fait rare et remarquable : la présidente du Comité de bassin de Martinique, Mme de Grand Maison, déposa également contre le projet. Ce qui n'empêcha nullement le commissaire enquêteur de délivrer un avis favorable.

Une instruction de pure façade.

Le conseil municipal de Grand-Rivière fit de même, pas davantage courageux pour affronter le projet présenté par le puissant acteur économique local. Le passage en Conseil Départemental d'Hygiène le 7 octobre 2005 fut un moment de bravoure : la DAF présenta le projet en qualité de service instructeur comme affectant «4% du débit annuel de la rivière»... Et la DIREN pourtant avertie oublia de délivrer le moindre avis. Courage, fuyons ! Le maire fit même le déplacement pour soutenir le projet, tout en tentant d'obtenir quelques garanties, qui ne lui seront même pas accordées. Le Conseil Départemental d'Hygiène délivra ainsi un avis favorable à l'unanimité(10), trompé par un dossier rapporté de manière tronquée.

Dans ces conditions, c'est sans grande surprise que le préfet de Martinique prit le 22 novembre

2005 un arrêté préfectoral autorisant l'ASAPGN à aménager un mini-barrage en rivière, à installer des canalisations dans le cours d'eau, et à prélever 1000 m³/h dans la Grande Rivière. Le tout pour irriguer 400 ha de bananes. Et les travaux reprirent cette fois légalement le 2 janvier 2006.

Sous la pression associative, constante malgré les échecs, les instances de la région et du département s'insurgèrent à leur tour contre ce projet : le Conseil Général et le Conseil Régional ont voté une motion demandant l'arrêt des travaux et sollicité du Préfet une remise à plat du dossier ; le Conseil Régional gela sa participation financière. Ces démarches se soldèrent par une fin de non recevoir, puisque tout ceci était légal et participait du développement de l'économie martiniquaise (le mot «durable» est heureusement évité !).

Puisqu'il était impossible d'obtenir satisfaction, restait à emprunter le chemin du droit. Avec l'appui de l'ASSAUPAMAR, les militants se sont donc mis à «défricher» la procédure, pour constater notamment que l'enquête publique réglementaire comportait manifestement des irrégularités, et que l'étude d'impact environnemental s'avérait lacunaire et contradictoire : l'analyse de l'état initial du site et de son environnement était incomplète, imparfaite et très insuffisante.

Un état des lieux initial travesti

Rien dans le dossier n'indiquait que les captages et les réseaux d'irrigation existants auraient été défectueux ni même insuffisants. Chacune des habitations du périmètre d'irrigation disposait déjà de son propre captage dans la rivière voisine. C'était le cas en particulier de l'habitation Beauséjour appartenant au président de l'ASAPGN, Jean-Louis de Lucy. Cette habitation de 75 ha bénéficiait déjà d'un pompage autorisé 365 jours/an et 24h/24h, dont le prélèvement déclaré aux services de l'Etat était de 80 m³/h. Fait extraordinaire, cette exploitation agricole était en friche, car la société avait déposé le bilan depuis le 1er mars 2005, son matériel



Entassement des tuyaux le long de la RD10, entre Macouba et Grand-Rivière.
Crédit photo : Muriel Salpetrier

(7) Outre l'autorisation police de l'eau, les travaux étaient aussi assujettis à autorisation d'occupation du domaine public et autorisation de défrichement. Aucune n'avait été délivrée ! (8) ASSAUPAMAR : Association de SAUvegarde du PATrimoine MARTiniquais, association régionale agréée par l'Etat au titre de la protection de l'environnement, affiliée à FNE. (9) Stockage des eaux pluviales (le nord Martinique étant très bien arrosé naturellement), régulation des process d'irrigation... (10) Le représentant des associations agréées de protection de l'environnement au CDH avait dû quitter la réunion avant le passage au vote dans ce dossier !

Capter l'eau de la Grande Rivière en Martinique

vendu aux enchères et les ouvriers licenciés. En plus, cette situation n'avait pas été générée par le manque d'eau, car ce pompage autorisé suffisait largement pour l'exploitation cultivée en banane !!!

Car il se trouve que l'eau de la Grande Rivière est la plus «pure» de Martinique⁽¹¹⁾, à tel point que le SDAGE la réserve à l'alimentation en eau potable (secours pour les collectivités du nord Martinique), à la baignade (la rivière est riche de trous d'eau formant des bassins naturels de plongée et natation) et la sauvegarde écologique. Des études scientifiques démontrent que cette rivière abrite une incroyable biodiversité, curieusement oubliée dans l'étude d'impact commanditée par la DAF pour le compte de l'ASAPGN.

Et le projet de proposer ainsi de puiser dans la fontaine des martiniquais miraculeusement préservée jusque là, pour remonter l'eau dans un bassin à aménager sur un plateau à 300 mètres en hauteur, y insérer là des produits de traitement et des fertilisants pour booster la culture de la banane⁽¹²⁾ (bon appétit), moyennant un réseau d'irrigation gravitaire couvrant 400 ha de cultures. Prendre l'eau de la plus belle qualité, au moment où la rivière est la plus sensible, remonter tout cela,

mélanger avec des poisons chimiques, et livrer aux agriculteurs... Un bel exemple de développement durable, tendance gabegie caractérisée.

Dénouement judiciaire

Dans un tel contexte, l'ASSAUPAMAR décida d'engager un recours en annulation contre l'autorisation préfectorale de captage d'eau, et en demanda la suspension immédiate, tout en sollicitant l'appui technique de France Nature Environnement. Après une première audience, le juge des référés «flotta» et renvoya exceptionnellement l'affaire, permettant à FNE d'intervenir volontairement en soutien à l'ASSAUPAMAR.

Le 18 juillet 2006, au vu des arguments associatifs solidement étayés, le tribunal administratif de Fort-de-France ordonna la suspension de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Le chantier⁽¹³⁾ était suspendu jusqu'à ce que le Tribunal statue sur la demande d'annulation. Et le tribunal d'ajouter que ce jugement interviendrait, fait rarissime, après visite des lieux par les magistrats, en septembre 2006.

Visite qui aura lieu le lundi 11 septembre 2006, 3 jours avant l'audience d'annulation. FNE

s'organisa pour y être présent, car la lecture et la compréhension du terrain sont bien entendu déterminantes pour obtenir un bon jugement. Une visite marquée par la présence de plus d'une centaine de personnes, le banc et l'arrière banc des médias martiniquais (radio, télé, journaux), une quinzaine de fonctionnaires d'Etat (DAF, DIREN, Préfecture...)... Une montée sur le site du projet de barrage, à pied dans la rivière, en pleine forêt tropicale... Où l'on apprit que le canal de débit réservé prévu sur le futur barrage n'était pas biologiquement fonctionnel, que l'entretien de l'ouvrage n'avait jamais été réfléchi... Bref, que tout avait été si bien pensé que l'assèchement de la rivière en plein carême⁽¹⁴⁾ était très probable, au bénéfice de l'optimisation de l'irrigation agricole. Où l'on apprit aussi que les autres captages existants sur les rivières voisines étaient autorisés temporairement chaque année sous couvert de la chambre d'agriculture, que leur réglementation protectrice de l'environnement était violée, que la DAF le savait, ne sanctionnait pas, et n'avait pas trouvé moyen de mettre aux normes les ouvrages existants dans le cadre de ce programme d'investissement de plus de 10 millions d'euros totalement subventionné sur fonds publics.

Le 14 septembre 2006, l'audience fut l'occasion pour FNE de se dégager du climat passionnel local, pour tenter de rappeler pédagogiquement les fondements de l'écologie des milieux aquatiques (pour un poisson, vivre à l'étiage, c'est comme pour un humain vivre sous la canicule...) et les préceptes de la DCE, notamment le principe de non dégradation de l'état des eaux. En l'espèce, cela signifiait : pas de barrages inutiles si on peut faire autrement, pas de canalisations dans les cours d'eau (ce ne sont pas des routes), pas de prélèvement massif à l'étiage, et pas de prélèvement pour l'irrigation dans une rivière réservée par le SDAGE à d'autres fonctions plus nobles... que le développement non maîtrisé de la culture bananière pour d'obscurs motifs de compétitivité économique sur le marché international.

Le commissaire du gouvernement, qui propose en fin d'audience son analyse juridique personnelle du dossier (voir l'encadré), délivra



Grande Rivière : le côté sauvage, une eau de qualité.
Crédit photo : Muriel Salpétrier

(11) Les eaux superficielles de Martinique sont affectées par une intense contamination par les pesticides, notamment le très dangereux chlordécone. Voir le rapport IGE «Evaluation des actions menées en rapport avec la présence de chlordécone et autres pesticides organochlorés en Guadeloupe et en Martinique», avril 2005. (12) Données relevées en séance par le représentant du Service Régional de la Protection des Végétaux, lors de la réunion du conseil départemental d'hygiène... ce qui ne choqua personne ! (13) Qui avait avancé depuis lors, puisque le bassin de stockage en altitude et les réseaux gravitaires d'irrigation sont pratiquement terminés. (14) Les climats tropicaux ne varient pas comme en métropole : le climat chaud et humide toute l'année se distingue simplement par une saison sèche (le carême) entre février et juin, et une saison pluvieuse (entre août et décembre).

Capter l'eau de la Grande Rivière en Martinique

un vrai réquisitoire contre le projet, reprenant à son compte les critiques associatives, et identifiant au moins quatre moyens sérieux d'annulation (c'est dire la qualité du bricolage juridique opéré !). Et c'est donc sans grande surprise que le tribunal administratif de Fort-de-France annula le 28 septembre 2006 cette autorisation de pure complaisance, délivrée à la hâte par un Etat juge et partie, pour régulariser un projet conçu par ses ingénieurs agronomes, sans analyse globale du contexte naturel dans lequel il se situait. Bref, il y a encore beaucoup de travail devant nous pour faire évoluer la culture de nos ingénieurs d'Etat. Heureusement que le gouvernement français dispose d'un haut fonctionnaire au développement durable, pour irriguer cette culture nouvelle dans tous les départements ministériels !



Occupation du service de la DAF par des Martiniquais.
Crédit photo : Muriel Salpetrier

Conclusion

Où en est-on aujourd'hui ? A l'heure où nous écrivons, l'appel est toujours possible. Apparemment, l'Etat ne s'y risquera pas. L'ASAPGN ? Il est permis d'en douter, tant le combat semble perdu d'avance au regard de l'ampleur des libertés prises avec le droit de l'environnement dans cette affaire. Une demande d'inspection administrative et de remboursement des fonds communautaires dilapidés⁽¹⁵⁾ est à l'étude. Toutefois, ce combat a aussi permis de mettre en lumière les cicatrices béantes des aménagements faits par l'homme ces trente dernières années, qui ont fortement altéré l'état général de la rivière, et la biodiversité qu'elle abrite encore. De

mémoire de martiniquais, la rivière a bien changé depuis 30 ans.

Ces erreurs «de développement» doivent aujourd'hui être réparées, afin de restaurer ce patrimoine commun des martiniquais dans l'intérêt des générations futures. Les associations proposent donc aux pouvoirs publics⁽¹⁶⁾ d'engager un plan d'actions pour restaurer la Grande Rivière, dans la plus grande transparence et avec la participation de tous, après des conférences pédagogiques et moyennant participation du public. 3 types d'actions principales se dégagent nettement : la

restauration du lit naturel de la Grande Rivière à l'estuaire, dans sa traversée du bourg ; l'aménagement de l'assainissement collectif du bourg de Grand Rivière ; la modernisation du captage d'alimentation en eau potable.

C'est à ces conditions que la rivière retrouvera demain un espace de qualité, source de fierté, qui pourra constituer une belle vitrine des rivières martiniquaises ! Ce projet doit tous nous mobiliser ! La nature est prête à reprendre ses droits, pour peu qu'on l'y aide avec un peu d'ingéniosité. Apprenons à vivre en bonne intelligence avec elle ! Elle nous le rendra très largement.

M. HAUSTANT, magistrat faisant fonction de commissaire du gouvernement, conclut l'analyse juridique du dossier en ses termes lors de l'audience au tribunal administratif :

« Dans ce dossier, la direction de l'agriculture et des forêts, c'est-à-dire l'administration préfectorale, est à la fois l'organisme instructeur des demandes de subventions européennes, qui représentent rappelons-le un pourcentage important du financement de l'opération, mais aussi le maître d'oeuvre de l'opération, c'est-à-dire qu'elle agit en tant que bureau d'études payé par l'association syndicale autorisée, et enfin le service chargé de la police de l'eau, c'est-à-dire celui qui délivre l'autorisation qui est contestée aujourd'hui devant vous. Rajoutons pour faire bon poids que la DAF pilotait aussi la mission interservices de l'eau (M. I. S. E.) obligatoirement consultée pour toute autorisation de police de l'eau. Il y a là quelque chose qui ressemble à un mélange des genres ; l'administration est à la fois juge et partie ; cela est éminemment regrettable, et il n'est pas étonnant que dans de telles hypothèses il puisse y avoir des couacs. Tel sera le sens de nos conclusions. »

En souvenir de Claudia BORVAL, militante décédée lors de cette lutte.

Muriel SALPETRIER
ASSAUPAMAR
Immeuble Canavelia - Résidence Square
Place d'armes
97 232 Le Lamentin - Martinique
(00) 596 51 58 84
assaupamar@wanadoo.fr
www.assaupamar.mq

L'ensemble du dossier est consultable sur le site Internet suivant : <http://www.lagranderiviere.com/>

(15) Au regard de l'état d'avancement du chantier, une moitié des engagements financiers a été réalisée. (16) Cette proposition a été officialisée par l'ASSAUPAMAR et le Collectif de Défense de la Grande Rivière, lors des journées de l'eau en Martinique du 19 au 21 octobre 2006.

Loi sur l'eau : rythme d'enfer pour un "train de sénateurs" !

Les sénateurs ont adopté le projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques début septembre 2006, dans un climat assez consensuel. Ils ont notamment réintroduit la possibilité de création d'un fonds départemental sur l'eau et l'assainissement, l'institution d'une taxe pluviale sur les eaux de ruissellement et réduit le montant du plafond de dépense des futurs programmes d'intervention des Agences de l'eau. Aux dernières nouvelles, le projet devrait venir devant l'Assemblée Nationale mi décembre, pour une adoption définitive en commission mixte paritaire d'ici la fin de l'année.

Qu'on se le dise : la politique de l'eau ne fait plus guère débat au Sénat, plus d'un an après le premier examen du projet de loi gouvernemental en avril 2005. Il faut avouer qu'après plus de 7 années d'enlisement, objet de concertation, débats, propositions, contre-propositions, circonvolutions, attermoissements... Les meilleures énergies velléitaires ne peuvent manquer de s'épuiser. Il est vrai que glisser l'examen de ce texte début septembre, en pleine rentrée parlementaire et en session extraordinaire (qui a l'habitude de se tenir en juillet, mais jamais, au grand jamais en septembre) ne pouvait manquer... de ne pas faire recette, surtout à l'aube d'un calendrier électoral chargé, qui préoccupe bien plus nos responsables politiques nationaux que la qualité des eaux.



Les citoyens ont exprimé leur avis au cours de la consultation publique de 2005.
Quelles suites seront données ?
Crédit photo : Jacques Brie (Charente Nature)

un contexte délibératif original

Il a donc fallu que France Nature Environnement sillonne les circonscriptions françaises à la recherche de sénatrices ou sénateurs intéressés par un tel débat en plein été, alors même que le texte était visé en commission dès juin... Du rarement vu de mémoire de parlementaires ! Et pourtant, c'est une belle saison pour discuter d'eau, dans le contexte du **réchauffement climatique** (d'ailleurs introduit dans la loi comme contrainte supplémentaire dans l'objectif de gestion équilibrée et durable de la ressource, au même titre que le droit de l'eau pour tous !).

La **consultation publique** sur les politiques de l'eau (état des lieux, questions clés) intervenue dans chaque bassin hydrographique fin 2005 à l'occasion de la

mise en oeuvre de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE), avait permis au public de pointer du doigt les incohérences des politiques publiques (notamment agriculture/eau), l'application très minimaliste du principe pollueur-payeur, la mauvaise mise en oeuvre des lois et règlements. D'autant que les médias rapportaient encore l'ampleur et la récurrence des **«maladies» chroniques** qui affectent la gestion de la ressource (assèchement des cours d'eau par l'irrigation agricole, demande de nouveaux barrages perturbant la qualité écologique des eaux, généralisation de la contamination des eaux par les toxiques pesticides, comme l'indique le rapport Ifen⁽¹⁾)...

Malgré tout, le 11 septembre 2006, le Sénat a donc adopté en seconde lecture le projet

de loi sur l'eau, sans coup férir après 3 journées de débats menés à vive allure, dans un climat «serein et constructif», et malgré l'opposition (quelque peu formaliste et manquant d'ambitions constructives) de la gauche parlementaire. Mais une seconde lecture législative est rarement propice à réviser l'orientation politique d'un texte ; elle vise avant tout à toiletter le texte, et non pas à rouvrir des plaies béantes sur **les grands principes** qui fondent le droit de l'environnement **et leur étrange défaut d'application** dans le domaine de l'eau (prévention efficace à la source, taxation progressive et dissuasive des pollueurs à finalité pédagogique). Qui peut croire que l'atteinte du bon état des eaux en 2015 souscrit par l'Etat avec la DCE pourrait être assurée avec les outils actuels (taxation des usagers domestiques, création de nouvelles

(1) «Les pesticides dans les eaux, données 2003 et 2004», Institut Français de l'Environnement (Ifen), août 2006.

Loi sur l'eau

ressources et de nouveaux réseaux, dépollution technologique des eaux à fin alimentaire, programme d'action en trompe l'œil...), qui ont démontré toute leur inefficacité jusqu'à aujourd'hui, mais qui seront demain inscrits dans le marbre de la loi nouvelle.

Dans un tel contexte, FNE a tenté de réaliser deux objectifs complémentaires. D'abord, rappeler pédagogiquement que les politiques de l'eau ont besoin d'un nouvel élan fédérateur pour tenter de satisfaire l'ambition européenne : la pédagogie est l'art de la répétition, et FNE a repris nombre d'amendements portés en première lecture⁽²⁾... qui n'ont évidemment pas connu grand succès (mais font traces à défaut pour l'avenir). D'autre part, améliorer techniquement le texte actuel pour tenter de le rendre plus performant, en corrigeant quelques imperfections rédactionnelles et en ajoutant quelques dispositions innovatrices... Qui - surprise - ont partiellement intéressé le rapporteur, M. Sido, et la Ministre de l'écologie Mme Olin. Au final, sur la trentaine d'amendements proposés, une bonne vingtaine ont été présentés, et une petite dizaine ont été adoptés sous une forme parfois édulcorée.

Les améliorations d'inspiration associative

Le projet de loi prévoit, en son article 32, de renforcer la portée juridique des Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE), en les dotant d'un règlement directement opposable à tous dans un champ d'application limité, mais aussi d'un Plan d'Aménagement et de Gestion Durable opposable de manière souple aux seuls pouvoirs publics. Mais le projet ne prévoyait pas de dispositif pour sanctionner la violation du nouveau règlement ainsi instauré. Les associations, qui savent que tout progrès de la réglementation ne s'applique pas spontanément sur le terrain, ont donc obtenu que le dispositif de contrôle et de sanction existant⁽³⁾ permette d'assurer demain le

respect effectif du règlement de ces nouveaux SAGE.

La DCE prône à partir de 2010 la mise en œuvre d'«une tarification efficace» de l'eau. En clair, la facture d'eau dépendra à la fois du bon état quantitatif et qualitatif des eaux, et de la gestion équilibrée et durable de la ressource. Dans les zones où l'eau, dans le milieu naturel, sera rare ou polluée et où sa gestion sera anarchique, le prix à payer par l'utilisateur d'eau potable sera plus élevé. Fort de ce constat, et du débat récurrent sur la «part fixe» de la facture d'eau⁽⁴⁾, FNE avait proposé en première lecture au Sénat un amendement visant à plafonner à un niveau forfaitaire au plan national le montant de cette part fixe, de façon à mettre l'accent sur la consommation et à encourager l'usager à économiser la ressource. Simple et efficace. Adopté à l'unanimité en première lecture au Sénat, supprimé par l'Assemblée Nationale pour des raisons de distorsions territoriales qui ne résistent pas à l'examen, FNE a réussi de nouveau à convaincre les sénateurs de sa réintroduction⁽⁵⁾. Affaire à suivre, donc.

Par ailleurs, FNE a réussi à convaincre les sénateurs d'assurer la **primauté des SDAGE**⁽⁶⁾

et **SAGE sur les schémas départementaux de carrière** (à l'instar des documents locaux d'urbanisme), sous couvert d'un rapport de compatibilité juridique qui assure simplement une cohérence entre ces deux planifications distinctes. Ceci n'avait pas été assuré en 1992, et s'avérait d'ailleurs source d'insécurité juridique pour les carrières eux-mêmes, dont les autorisations d'exploiter doivent être compatibles à ces deux schémas (eau, carrière), ce qui est difficile à atteindre s'ils sont contradictoires. Comme les SDAGE interdisent en règle générale les extractions de granulats en zone alluviale, l'enjeu est important pour protéger efficacement l'hydromorphologie des cours d'eau, garante du bon état écologique des eaux au sens de la DCE, et repousser les carrières hors des cours d'eau.

Enfin, conformément aux conclusions des experts de l'INRA et du CEMAGREF, le gouvernement a repris partiellement une proposition d'amendement de FNE, tendant à distinguer, parmi les pesticides taxés, *les substances très toxiques (T+)* et *les substances cancérigènes (C), mutagènes (M) et reprotoxiques (R)*. Mais le relèvement substantiel du taux d'imposition nécessaire



FNE a proposé plusieurs amendements visant à réduire l'usage des pesticides en France.
Crédit photo : Bernard Rousseau

(2) Le réseau eau de France Nature Environnement a réalisé un carnet d'amendement pour chaque lecture du projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques devant le Parlement ou le Sénat. Ils sont disponible sur demande au réseau eau. (3) Projet de loi sur l'eau et les milieux naturels aquatiques, article 6. (4) La part fixe est censée correspondre à l'amortissement des installations. Ce débat a été initié à juste titre par les associations de consommateurs de longue date. (5) Projet de loi sur l'eau et les milieux naturels aquatiques, article 27. (6) SDAGE : Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux. Le SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) étant sa déclinaison au niveau local.

Loi sur l'eau

pour stopper par les prix la véritable addiction malade des français pour les pesticides⁽⁷⁾ n'a pas été adopté, bien qu'il ait été présenté (notamment par la sénatrice Fabienne Keller). La progressivité de la taxation selon la dangerosité des produits est pourtant de bon sens, sauf au Parlement !

Les blocages persistants

Parmi les nombreux amendements proposés par FNE, et repris par des sénateurs de droite comme de gauche, la plupart n'ont pas su réunir une majorité pour être votée. Ainsi, il n'a pas été possible de renforcer le **régime réservé écologique des barrages**, dont la souplesse est aggravée par de multiples dérogations bien souvent dépourvues d'autres fondements que la valorisation univoque de l'énergie hydraulique. A lire le législateur, de dérogation en dérogation au principe affiché, la transparence et la continuité écologique vont finir par devenir dérogatoires, et les dérogations vont finir par être érigées en principes directeurs ! Sans compter que ces dispositions inutiles favorisent une complexification de la règle juridique, qui réduit à coup sûr sa prise en compte par l'usager et au final altère son respect effectif sur le terrain. Le Sénat aura donc consacré l'affaiblissement de la protection légale votée par les députés, tel qu'assurée initialement par le projet de loi, quitte à enfreindre la DCE.

De même, FNE n'a pas réussi à rallier les sénateurs pour entreprendre une plus grande amélioration de la **coordination des planifications administratives**. Celles-ci tendent à se développer de manière indépendante - et souvent contradictoire - dans de très nombreux domaines. C'est notamment le cas des planifications urbanistiques de grande ampleur territoriale (directive territoriale d'aménagement, schéma directeur de la région Ile-de-France, schéma régional de Corse,

schémas d'aménagement régionaux des régions d'outre-mer) qui restent à l'écart de l'influence des planifications aquatiques (notamment des SDAGE). Ceci alors même que les documents locaux d'urbanisme (schéma de cohérence territoriale, plan local d'urbanisme, carte communale) doivent s'inspirer à la fois des documents d'urbanisme supérieurs précités, et des planifications de l'eau (SDAGE/SAGE). La gestion équilibrée des eaux implique nécessairement celle, préalable, des sols (zones inondables, imperméabilisation, zones humides...), et la sécurité juridique implique de ne pas distinguer entre planification locale ou territoriale de l'urbanisme dans ses rapports avec l'eau. La cohérence des politiques publiques reste donc à parfaire juridiquement.

En outre, la rationalisation de la tarification de l'eau à l'horizon 2010 n'inspire pas une majorité de sénateurs⁽⁸⁾. La proposition tendant à encadrer la liberté de détermination du prix de l'eau par les collectivités territoriales distributrices hors Zone de Répartition des Eaux⁽⁹⁾, en leur interdisant une trop forte dégressivité du prix fonction des quantités utilisées (source de gaspillage de la ressource), si elle a bien été présentée par des sénateurs, n'a pas été adoptée. Le **plafonnement de la libre tarification de l'eau** par les collectivités territoriales, dans un souci d'équité sociale et d'efficacité environnementale, n'est pas encore d'actualité. En d'autres termes, une collectivité est libre de vendre son eau à perte à un acteur économique (agriculteurs, industries) pour soutenir ainsi son activité, même si ce n'est évidemment guère durable et soutenable environnementalement. Une disposition utile, que nous pourrions revendiquer le cas échéant dans les orientations fondamentales des prochains SDAGE.

Enfin, toutes les propositions - pourtant très limitées - de nature à améliorer le dispositif fiscal des redevances des Agences de l'eau, afin de favoriser une meilleure application du principe pollueur-payeur, ont été recalées. Au contraire, les parlementaires affaiblissent de lecture en lecture, à la marge, le dispositif déjà très « lisse » présenté initialement par le gouvernement. Ainsi, le mécanisme imaginé par les députés pour la redevance pollution applicable aux élevages a été validé avec des aménagements. Assise sur le nombre « d'unités de gros bétail »⁽¹⁰⁾ présentes sur l'exploitation, cette redevance sera perçue à partir d'un seuil de 90 unités, donc abaissé par rapport à la proposition des députés, mais pour les élevages de monogastriques⁽¹¹⁾ qui ont des bonnes pratiques d'alimentation, la redevance sera perçue à partir de la 41^{ème} unité de gros bétail seulement.



L'indicateur d'Unité de Gros Bétail (UGB) permet d'établir une équivalence entre les différents types de bétail herbivore.
Credit photo : Phovoir Agriculture - Elevage

(7) La France est le 3^{ème} consommateur de pesticides dans le monde ! (8) En témoigne la libéralisation de l'interdiction de la dégressivité du prix de l'eau en Zone de Répartition des Eaux (ZRE), c'est-à-dire sur les bassins structurellement déficitaires en eau. En première lecture, les 2 chambres avaient voté cette interdiction. En seconde lecture, le Sénat l'a assoupli, en la conditionnant à des prélèvements en ZRE supérieurs à 30%. Une véritable marche arrière, donc. (9) C'est-à-dire les bassins structurellement déficitaires en eau. (10) Unité de Gros Bétail : taureaux, vaches et autres bovins de plus de 2 ans = 1,0 UGB / bovins de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB / bovins de moins de 6 mois < 0,6 UGB. (11) Se dit d'un animal domestique (porc, volaille) ayant une seule poche gastrique, contrairement aux ruminants qui en ont quatre. (12) Cette taxe a été créée par les députés pour alimenter un fonds de garantie des risques liés à l'épandage des boues d'épuration.

Loi sur l'eau

Les évolutions notables
du texte

Parmi les principales modifications du projet de loi, les sénateurs ont **déplacé l'équilibre financier global** du dispositif. Ainsi, le montant de la taxe sur les boues d'épuration⁽¹²⁾ a été diminué de moitié. De même, le plafond des dépenses d'intervention des Agences de l'eau pour le IX^{ème} programme, qui démarre début 2007, a été réduit de 14 à 12 milliards d'euros (dont 1 milliard consacré à la solidarité envers le monde rural). Une disposition de nature à éviter des investissements hasardeux dans les bassins, tels que l'aménagement de grands barrages réservoirs pour maintenir des usages non durables de gaspillage de la ressource.

En contrepartie, le Sénat a souhaité restaurer la faculté donnée aux Conseils généraux de créer un «fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement», constitué par une taxe assise sur le volume d'eau annuel facturé à l'abonné. Ce dispositif, déjà voté en première lecture, avait été supprimé par l'Assemblée Nationale. Les sénateurs ont encore réintroduit un dispositif de taxation pluviale sur les eaux de ruissellement, là aussi abandonné par les députés en première lecture. Enfin, si le crédit d'impôt au profit des particuliers sur les dispositifs individuels de récupération des eaux de pluie a été confirmé, celui sur la réhabilitation des dispositifs d'assainissement non collectif a disparu. Pourtant, la solution semble intéressante, à l'heure où les Agences de l'eau et les collectivités territoriales cessent, pour la plupart, leur soutien financier à cette politique péniblement mise à l'ordre du jour au cours de la dernière décennie.

Enfin, les sénateurs ont confirmé l'encadrement des publicités sur les pesticides, introduites sur proposition de FNE par les députés en mai dernier.



Le crédit d'impôt au profit des particuliers sur les dispositifs individuels de récupération des eaux de pluie a été confirmé par les sénateurs.
Crédit photo : Olivier Gaudissard

Par contre, sur proposition gouvernementale, ils ont introduit un nouveau dispositif de transaction pénale⁽¹³⁾, applicable pour les infractions en matière d'eau, de pêche et de parcs nationaux, pour contrer l'annulation du dispositif introduit en juillet 2005⁽¹⁴⁾, annulé cet été pour illégalité par le Conseil d'Etat⁽¹⁵⁾, à l'initiative de FNE. Le recours aisé aux transactions, à portée pédagogique faible (20% du montant maximal de l'amende) n'incitera guère les parquets à construire enfin une vraie politique pénale environnementale dans le domaine stratégique de l'eau. En outre, et de manière positive, les sénateurs ont légèrement réduit les seuils très élevés de constitution des commissions consultatives des services publics dans le domaine de l'eau⁽¹⁶⁾. Mais il reste encore beaucoup à faire pour généraliser la démocratie participative, à considérer que les députés s'accordent sur cette disposition nouvelle, mal articulée sur la forme.

Conclusion

Plus que jamais, le texte actuel prolonge le système en vigueur largement inopérant, plus qu'il ne le réforme. France, réforme impossible ? FNE soutiendra encore devant l'Assemblée Nationale mi décembre amélioration réaliste du projet de loi en seconde lecture, afin de donner à l'Etat français de meilleures facultés d'affronter le défi imposé par la DCE à l'horizon 2015. Une fois le texte définitivement voté, FNE se réserve d'ailleurs toute option tendant à saisir la Commission européenne à l'égard de toute incohérence persistante entre la législation nationale et la DCE, en fonction du contenu de la loi finalement adoptée. Car c'est l'ambition réformatrice qui fait défaut pour faire évoluer la politique nationale de gestion des eaux. Dans ces conditions, l'atteinte du bon état des eaux en 2015 ne pourrait manquer de constituer une heureuse surprise ! Il faut donc craindre que le contentieux communautaire, avec ses impacts financiers potentiels, ait malheureusement de l'avenir !

Pierre BOYER

Juriste et membre du réseau juridique de
France Nature Environnement

et Bernard ROUSSEAU

Pilote du réseau eau de
France Nature Environnement

Vous souhaitez soutenir nos
actions et pérenniser la
Lettre eau ?

Devenez un "don'acteur" en envoyant vos dons (d'un montant minimum de 15€) au réseau eau de France Nature Environnement. Grâce à votre aide, nous continuons à veiller à ce que la Lettre et l'eau restent vives.

Un grand merci à tous nos lecteurs-donateurs de l'année 2006.

Et rendez-vous en 2007, pour une eau vivante !

(13) La transaction pénale est une alternative aux poursuites. Elle permet au procureur de donner seul une réponse pénale à des infractions qu'il ne veut ou ne peut poursuivre, du fait de l'encombrement des audiences pénales. La peine est très limitée (20% de l'amende encourue, en général, ou comment acheter un «droit à polluer»), et est proposée par le service de police de l'eau, souvent proche de la verbalisation et sensible aux influences des lobbys locaux. Bref, un outil d'une efficacité douteuse, et à l'efficacité pédagogique souvent désastreuse. (14) Plus précisément dans le cadre de l'ordonnance n° 2005-805 du 18 juillet 2005 portant simplification, harmonisation et adaptation des polices de l'eau et des milieux aquatiques, de la pêche et de l'immersion des déchets (prise par le gouvernement dans le domaine de la loi, sur délégation du Parlement). Le projet de loi sur l'eau valide d'ailleurs cette ordonnance. (15) CE ass., 7 juillet 2006, n° 283178, *France Nature Environnement* : l'annulation est fondée sur la violation d'un principe général du droit. (16) 20 000 habitants pour un établissement public de coopération intercommunale... au lieu des 50 000 applicables actuellement.

Neige artificielle

Raisons et déraisons

*Pour faire du ski, il faut de la neige. Et quand celle-ci vient à manquer, l'idée d'en fabriquer artificiellement finit par s'imposer. Si bien qu'aujourd'hui, c'est la **garantie d'enneigement** qui est revendiquée, alimentée par la forte concurrence entre les stations, et qui pourrait conduire à l'**équipement complet en canons à neige des domaines skiables**, perspective renforcée par le réchauffement climatique faisant régresser l'enneigement des sommets montagneux. Or, cette situation aboutirait à multiplier par 5 la consommation actuelle en eau et en énergie des stations de ski, rien que pour la fabrication de neige artificielle⁽¹⁾...*

La neige artificielle est réalisée au moyen de canons à neige (ou «enneigeurs»), qui pulvérisent de fines gouttelettes d'eau dans de l'air suffisamment froid pour que celles-ci gèlent avant de tomber sur le sol et constituent ainsi de la neige. La fabrication de neige artificielle exige donc des conditions de température et d'hygrométrie⁽²⁾ qui ne sont réunies que 6 à 700 heures par an. Par conséquent, de fortes demandes d'eau et d'électricité sont concentrées sur un petit nombre d'heures.

La demande en eau

Aujourd'hui en France, la fabrication de neige artificielle mobilise de **10 à 15 Millions de m³ (Mm³) d'eau par an**. Un équipement complet de toutes les stations de France exigerait un volume de l'ordre de 100 Mm³. Ce volume est comparable au volume d'eau transitant à travers une seule des grandes réserves hydroélectriques des Alpes du Nord et situées à l'altitude des stations. A titre d'exemple, pour des apports naturels de 105 Mm³ par an (dont 10 en période hivernale), le barrage hydroélectrique de Grand'Maison stocke un volume de 140 Mm³ d'eau, complété par pompage.

On pourrait en conclure un faible impact des prélèvements pour la fabrication de la neige artificielle⁽³⁾ sur les débits des cours d'eau. Mais en réalité, ces prélèvements s'effectuent généralement dans des sites moins irrigués que celui de Grand'Maison, par exemple ; plutôt dans un cours d'eau d'altitude, ou plus rarement à une source ou sous terre (dans les zones noyées des karsts ou à leur résurgence comme à Villard-de-Lans et, bientôt, à Autrans). En outre, ils s'effectuent en hiver, durant l'étiage. Le débit prélevé étant de 5 à 15 litres/seconde par canon, quelques dizaines de canons suffisent à assécher les maigres eaux d'un torrent de montagne l'hiver. La fabrication de neige peut donc avoir des impacts importants localement, ce que démontrent les difficultés rencontrées par certaines stations qui produisent de la neige artificielle à partir du réseau d'eau potable. En

2001, le fort prélèvement des canons à neige a entraîné une dégradation de la qualité de l'eau dans une commune de Haute-Savoie, ce qui a forcé l'arrêt des canons. En 2005, Megève et le Grand-Bornand ont manqué d'eau.

La multiplication des installations entraîne une multitude d'impacts, qui sont préoccupants à l'échelle d'un massif tout en restant insignifiants quelques kilomètres en aval, et sans commune mesure avec celui des grandes retenues hydroélectriques. Cependant, ils ne sont pas à négliger, même si pour le moment le «petit chevelu» des affluents n'est pas pris en compte par la DCE dans sa classification des masses d'eau.

Les retenues collinaires

En montagne, et en l'absence de lac (comme à l'Alpe d'Huez, à Tignes ou à Orcières), on construit des retenues artificielles dites «collinaires», au niveau des dépressions entre les collines. Leur principale utilisation est l'alimentation des canons à neige. Elles fonctionnent en stockant les fortes eaux de

printemps et d'été en montagne (les eaux de pluie, de ruissellement, mais aussi d'un ruisseau ou par prélèvement dans une rivière...) pour les rendre disponibles pendant la période de basses eaux en hiver. Ces retenues sont parfois alimentées en saisons froides (novembre à mars) sur les trop-pleins du réseau d'eau potable. Ainsi, on s'affranchit de la dépendance vis-à-vis des apports et des débits naturels.

L'extension de l'enneigement artificiel entraîne un accroissement des besoins en eau en altitude. Les volumes habituels de ces retenues sont de l'ordre de quelques milliers à quelques dizaines de milliers de m³ d'eau⁽⁴⁾. Peu de réservoirs dépassent actuellement 100.000 m³ (sauf, par exemple, les 400.000 m³ aux Arcs), mais des projets de ce type sont en cours, notamment aux Deux-Alpes (300.000 m³) et au lac de la Vieille en Savoie (240.000 m³), augmentant ainsi les volumes d'eau stockée en altitude. En Savoie, 19 retenues sont déjà construites et 16 sont en construction, ou en projet, pour un volume total de l'ordre de 3 Mm³.



Vue d'une retenue collinaire.
Crédit photo : Marc-Jérôme Hassid (Géoconfluences)

(1) Cet article prolonge celui de la lettre eau N°29 de décembre 2004 («Quête de l'or blanc : les milieux naturels de montagne payent le prix fort !»). Néanmoins, le présent article ne traite que des impacts physiques sur la ressource en eau et sur la consommation énergétique, écartant l'impact sonore des «enneigeurs» et les conséquences sur le milieu naturel et le paysage. (2) Domaine de la météorologie qui étudie la quantité de vapeur d'eau contenue dans l'air. (3) La situation des régions moins bien pourvues en précipitations que les Alpes du Nord devrait être précisée. (4) Un domaine skiable de 20 pistes de 5 ha chacune (largeur 50 m longueur 1 km) réclame 400.000 m³ d'eau.

Neige artificielle

Un nombre croissant de retenues sont construites à des altitudes de plus en plus élevées (le projet des Deux-Alpes mentionné ci-dessus se situe à 2750 m). Cela s'explique par le fait que l'altitude induit la diminution de la surface des bassins versants et l'augmentation des précipitations. Cela conduit à la multiplication des retenues et à l'augmentation de leur taille.

Impacts et risques des retenues collinaires

De forme rectiligne et au fond recouvert d'une bâche étanche, les retenues collinaires montrent une intégration paysagère limitée et une absence de renaturation. Berges en pentes douces et fond en terre permettraient la recolonisation par la végétation lacustre et la faune correspondante. Des efforts sont tout de même entrepris, comme dans la station de la Clusaz où un bois de résineux cache une retenue.

Ces réserves demandent aussi d'importants ouvrages connexes, comme les pistes d'accès pour les engins de chantier et de maintenance, dégradant ainsi l'environnement de proximité. Leur existence même pose des questions de sécurité : les ruptures ou glissements de terrain auraient de graves conséquences. Pour éviter cela, le remplissage d'un bassin a été abandonné à Valmorel, suite à une amorce de glissement de la digue. En outre, ces risques sont renforcés par la faiblesse de la surveillance réglementaire, d'autant que l'hiver ne facilite pas les contrôles.

Enfin et surtout, les retenues se localisent préférentiellement sur les dépressions, en détruisant souvent des sites naturels remarquables (zones humides, tourbières...), essentiels pour l'équilibre des écosystèmes montagnards. La disparition de ces milieux naturels est le prix exigé par la fabrication de neige artificielle pour limiter son impact sur les cours d'eau et éviter tout recours aux réseaux d'eau potable. Le statut des zones humides, tant législatif que réglementaire dans les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux, nous conduit à refuser par avance tout compromis entre la disparition des zones humides et la pression sur les cours d'eau.

L'électricité

Un rapide calcul montre que la consommation énergétique des enneigeurs est d'environ 100 GigaWattheure (GWh)⁽⁵⁾. L'extrapolation à un équipement total des stations de sports d'hiver

françaises aboutirait à 500 GWh, soit 1/10^{ième} de réacteur nucléaire, et à un peu plus de 0,1% de la consommation française. C'est considérable ! Cette forte consommation électrique s'ajoute à celles des 3890 remontées mécaniques françaises qui consomment entre 3 et 500 GWh, et celui du chauffage électrique, très répandu dans les stations de ski. Or les moyens de production thermiques fossiles (ceux qui génèrent du CO₂) sont sollicités surtout en période de pointe de consommation, notamment l'hiver. Donc, toutes les consommations hivernales contribuent à cette période de pointe de consommation et donc à l'émission de CO₂, plus qu'une consommation répartie sur toute l'année ! Les canons à neige apportent une contribution de plus au modèle de pompe énergétique des stations d'altitude qui est ici mis en cause.

Conclusion

Dès l'origine, l'enneigement artificiel est apparu comme discutable pour une activité de loisirs, dispendieuse de ressources manquant à des usages et des populations moins favorisées. Globalement, l'impact de l'enneigement artificiel est faible par rapport à d'autres usages, mais il ajoute une consommation énergétique supplémentaire non négligeable. Par contre, localement, les risques

et les impacts sur les débits et sur les zones humides peuvent être importants. En conséquence, le développement des enneigeurs ne doit plus être mené de façon anarchique, au coup par coup, sans tenir compte des effets cumulatifs mais doit être accompagné d'une vision globale durable, dans le respect maximal des milieux naturels et de l'alimentation en eau des communes. Au-delà de ces impacts, la pertinence économique de nouvelles installations dans le contexte du réchauffement climatique mérite d'être posée, notamment pour les sites de moyenne montagne.

Chiffres clés de l'enneigement artificiel en France

4300 ha de pistes enneigées soit 15% de la surface des pistes, dans 188 stations françaises ; 4000 m³ d'eau/ha enneigé, en 2004/05 : 55% de l'eau consommée provient des retenues, 30% des cours d'eau et 15% du réseau d'eau potable ; 8000 m³ de neige produite/ha (0,80 cm de hauteur de neige) ; Énergie consommée : 25.000 kWh/ha de piste/an. 70 retenues existent en Isère, Savoie, Haute Savoie et Hautes Alpes et une vingtaine sont projetées ; Saison 2004/05 : Budget de la neige artificielle > 8% du budget de la station.

Références

Étude de l'impact de la production de neige de culture sur la ressource en eau en hiver, en montagne, rapport de l'ECOLE NATIONALE DU GENIE DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT DE STRASBOURG, 2002 :

<http://www.eaurmc.fr/documentation/files/impact-canon-neige.pdf>

Les chiffres clefs du tourisme en montagne, Orientation, Développement et Ingénierie du Tourisme en France : http://www.odit-france.fr/les_chiffres_cles_du_tourisme.405.0.html

Agnès Biau
Permanente du réseau Montagne - Frapna
agnes.biau@frapna.org
Audrey Ducros
Animatrice du réseau Eau - Frapna
audrey.ducros@frapna.org
Jacques Pulou
Pilote du réseau Eau - Frapna -
jacques.pulou@wanadoo.fr



Canon à neige en pleine action.
Crédit photo : Vincent Neirick (Mountain Wilderness)

(5) Une consommation de 100GWh et une puissance de 208MW donnent un temps de fonctionnement «équivalent pleine puissance» de 500 h, chiffre proche des 6 à 700 h annoncées par les professionnels ce qui s'explique par les fortes corrélations climatiques du «petit» territoire français.

Point de vue

Exemples de bonnes et de mauvaises pratiques : l'entretien des berges

Bien souvent, le long de nos cours d'eau, l'entretien des berges se résume en trois points :

1) Les mauvaises pratiques :

Par le passé, l'entretien des berges était trop fréquemment effectué à la façon des parcs paysagers et certaines essences se sont multipliées en bord de rivières. C'est le cas particulier des peupliers et des résineux dont le système racinaire dit traçant (en surface) ne fixe pas les berges et la déstabilise suite à une simple crue ou un coup de vent. Ces espèces sont à proscrire le long des cours d'eau.

De même, le débroussaillage à l'aide de produits phytosanitaires est à bannir. Outre le fait qu'il engendre une pollution, l'absence de végétation herbacée risque de déstabiliser la berge et d'augmenter le taux de matières en suspension dans les eaux. La destruction de la végétation herbacée c'est aussi la suppression d'une zone tampon qui par son action filtrante retient les particules de sol et certains éléments chimiques transportés par les eaux de ruissellement.

2) L'excès d'entretien :

L'exemple le plus fréquent étant les coupes à blancs. Elles sont directement responsables d'un éclaircissement brutal du lit et par conséquent d'un réchauffement des eaux. Ce qui induit ensuite une prolifération de la végétation aquatique (développement algal). De plus, certaines espèces comme le saule ou l'aulne repoussent sous forme de cépées⁽¹⁾ entraînant la fermeture complète du cours d'eau.

Parfois, l'excès se traduit par une ripisylve⁽²⁾ inexistante : les berges sont à nu. Dans ce cas, on constate une accélération des écoulements

en crue, et donc une aggravation des inondations. La disparition du système racinaire risque de déstabiliser les berges et provoque une diminution des habitats piscicoles. Cette banalisation engendre une baisse de la diversité floristique et faunistique.

3) L'abandon de l'entretien :

A l'inverse, le manque d'entretien se traduit par un milieu qui se ferme progressivement. Le ralentissement des écoulements et la création d'embâcles⁽³⁾ favorise la sédimentation et le colmatage des fonds, ce qui limite ainsi le potentiel de reproduction des salmonidés. Parfois, la libre circulation piscicole est interdite. Cette banalisation des habitats et des écoulements, couplé à l'absence d'éclaircissement entraîne un appauvrissement de la flore et de la faune aquatique.

C'est pour ces raisons qu'il est important de diversifier les espèces et les classes d'âges qui composent la ripisylve. Alternier les zones d'ombres et de lumière en favorisant le recouvrement des zones les plus lentes et conserver au maximum la végétation sur les zones sensibles à l'érosion.

Une ripisylve équilibrée est une garantie contre :

- l'érosion des berges,
- le réchauffement des eaux,
- l'eutrophisation,
- l'aggravation des inondations, ...

Comment intervenir :

Chaque cours d'eau est différent et l'approche « gestion de la ripisylve » se fait au cas par cas. Avant d'intervenir, il est impératif d'avoir une étude diagnostic précise ou de demander conseil auprès des gestionnaires compétents. Il faut comprendre que la diversité fait la richesse patrimoniale d'un cours d'eau. Cette approche doit se faire à une échelle pertinente, c'est à dire non pas sur une centaine de mètres mais au moins sur une dizaine de kilomètres, voir sur un bassin versant.

Un exemple concret :

Dans le département de l'Orne (61), sur la commune de la Roche-Mabile, la société de



Coupe à blanc sur les berges de l'Orbiquet.
Crédit photo : CATER Basse Normandie

pêche et de protection du milieu aquatique a restauré les dix kilomètres d'un affluent du Sarthon : le ruisseau de la Plesse.

Ce projet est né d'un souhait des pêcheurs qui ne pouvaient plus pratiquer leur loisir suite aux dégâts de la tempête de 1999. La fédération de pêche a réalisé une étude diagnostic de l'ensemble du cours d'eau et a en effet constaté une dégradation importante des populations piscicoles. Les travaux de gestion de la ripisylve ont été coordonnés et planifiés en fonction de l'état de celle-ci :

Sur la partie aval du cours d'eau, les embâcles ralentissaient les écoulements et colmataient les frayères, empêchant ainsi toute reproduction. On a donc procédé au retrait total de ceux-ci, mais avec la mise en place par la suite de micro-seuils pour re-diversifier les écoulements.

Sur la partie médiane, la gestion a consisté à alterner les zones d'ombre et d'éclaircissement. Les classes d'âges étaient naturellement bien diversifiées.

Sur l'amont, proche des sources, la présence de l'écrevisse à pattes blanches oblige les gestionnaires à conserver une ripisylve très dense. Tous les embâcles ont été fixés en berges pour maintenir un maximum de caches et d'abris hydrauliques.

Contacts :

Jamet Jérôme - FOPPMA
02.33.26.10.66
peche.61@wanadoo.fr
CATER de Basse-Normandie
02.31.09.09.08
cater.bn@wanadoo.fr



Embâcle avant restauration.
Crédit photo : CATER Basse Normandie

(1) Touffe de tiges ou rejets de bois sortant de la souche d'un arbre qui a été coupé. (2) Ripisylve : formation végétale où domine l'arbre, riveraine et dépendante d'un cours d'eau ; écosystème forestier inondé de façon régulière ou exceptionnelle. Voir le site de FNE dédié aux ripisylves : www.fne.asso.fr/Ripisylves (3) Amoncellement de bois en travers du lit.